

Très sollicitée par les médias britanniques

Nabila Ramdani, une journaliste à contre-courant

Cette jeune femme d'origine algérienne a embrassé le journalisme d'opinion qu'elle pratique dans les médias britanniques. Sa liberté de ton et ses analyses percutantes lui ont ouvert les portes des chaînes de télévision comme la BBC et des journaux où elle publie des colonnes, pour apporter son éclairage sur l'actualité effervescente du monde arabe. Elle a été récompensée pour son travail en 2010 en obtenant la première édition du "Prix de femme musulmane d'influence". En avril prochain, Nabila Ramdani compte se rendre en Algérie dans le cadre d'un grand reportage qui va coïncider avec la tenue des législatives.

Nabila Ramdani a été contre l'intervention militaire de l'Otan en Libye. Elle l'a fait savoir dans les colonnes du quotidien britannique The Guardian et sur les plateaux de la chaîne de télévision BBC, où elle est invitée régulièrement pour apporter son éclairage sur l'actualité effervescente du monde arabe. Sa prestance sur les écrans refléchit l'image d'une jeune femme affranchie des positions consensuelles et qui n'a pas peur d'assumer les siennes. La presse anglaise, dont elle admire la liberté de ton, lui donne l'occasion de mettre en pratique ce journalisme d'opinion, auquel elle s'est initiée il y a un peu plus de quatre ans.

Outre The Guardian, elle exerce sa plume dans d'autres journaux, y compris les quotidiens de droite comme The Times. "La presse anglaise se caractérise par une grande pugnacité et une variété d'opinions", observe Nabila qui en même temps regrette que ces qualités fassent défaut dans les médias en France. Dans ce pays, elle relève avec une certaine consternation, l'existence d'une grande proximité entre la presse et le pouvoir. "C'est assez choquant", s'indigne la journaliste qui illustre son propos par l'attitude révérencieuse de certains de ses confrères d'Outre-Manche qui n'hésitent pas à applaudir le président Sarkozy à la fin d'une conférence de presse alors que d'autres sont sanctionnés par l'Élysée pour avoir critiqué l'action de son locataire ou mis en lumière une réalité embarrassante pour le gouvernement.

En sa qualité d'enfant d'émigrés algériens, Nabila connaît bien l'une de ces facettes disgracieuses de la société française, que Sarkozy a bien tenté d'édulcorer. En vain. En 2007, la BBC lui a donné l'antenne pour expliquer le problème des banlieues et de leurs habitants. "Les Anglais ont vu qu'il y a des difficultés profondes", fait-elle remarquer. En tenant le micro, elle a pris conscience, pour sa part, que le journalisme est un moyen efficace pour porter la voix des minorités silencieuses. Cette année-là, elle a marqué son entrée dans le monde des médias. Elle a embrassé la carrière de journaliste en free-lance à l'issue d'un stage au bureau parisien de la chaîne de TV britannique. "L'aspect reportage m'a donné goût", confie Nabila.

Avant de devenir reporter, elle était professeur d'histoire à l'université Paris 7 en France. En portant son choix sur l'anglais au cours de son cursus scolaire, elle s'est tout naturellement frayé un chemin dans l'univers anglo-saxon.

Des échanges universitaires lui ont permis de prodiguer son savoir dans l'établissement prestigieux d'Oxford, puis à l'université de Michigan, aux États-Unis. Après avoir accompli un basculement dans sa vie professionnelle, l'anglais est devenue tout naturellement sa langue de travail. Elle emprunte ses mots pour décrire librement ce qu'elle voit et ce qu'elle pense. Nabila n'aurait pas eu une telle possibilité dans son pays natal, où il existe, dit-elle, "des blocages" et où la presse est sous le contrôle "de cercles parisiens fermés". Sur la terre de ses parents, l'Algérie, elle avoue que "de manière générale, il y a une régression", en matière de liberté d'expression, par rapport à la parenthèse démocratique des années 1990. "On fait attention", constate la journaliste qui a néanmoins le plaisir à déceler çà et là "des éditos cinglants" et des caricatures pertinentes comme les dessins de Dilem. Au 2011, elle est passée plusieurs fois à la télévision anglaise pour commenter le "printemps manqué" de l'Algérie. Selon elle, deux traumatismes liés à la fois à la guerre d'indépendance et à la

décennie noire, expliquent en partie, l'échec des tentatives de soulèvement local.

L'absence d'un cadre de contestation unifiée et la dimension démesurée des cercles clientélistes, sont d'autres causes, qui, à ses yeux, ont empêché l'Algérie de connaître un sort identique à l'Égypte et à la Tunisie. Dans ce dernier pays, Nabila Ramdani estime que le pouvoir de Ben Ali a trop compté sur le soutien de pays amis comme la France pour réprimer une révolte, qui l'a finalement englouti. Dans le cas de l'Égypte, elle met en évidence "l'attitude ambivalente de l'armée" qui, d'un côté, s'est employée à empêcher la dynastie des Moubarak de se maintenir indéfiniment au pouvoir, mais de l'autre, garde son propre contrôle sur le pays. "Elle est omniprésente, y compris dans le secteur économique", souligne la journaliste, très sceptique sur l'avenir de l'Égypte.

Le futur de la Libye lui paraît autrement plus sombre. "Je ne pense pas que ce pays restera uni", dit-elle en évoquant l'existence de clivages profonds et des inégalités régionales en matière de distribution des richesses, qui risquent d'engendrer une guerre civile interminable. Elle prend l'exemple de la ville de Misrata où il existe 250 milices, armées jusqu'aux dents, en partie grâce aux provisions des pays occidentaux. Le rôle que l'Otan a joué dans l'ex-Djamahiria lui inspire d'ailleurs des commentaires acerbes. Nabila Ramdani s'élève contre l'opportunisme et la duplicité qui ont distingué plus globalement l'attitude de la communauté internationale. "Elle n'a pas envisagé les différentes options", commente-t-elle. À son avis, il est maintenant clair que Londres, Paris et Washington voulaient qu'un changement de régime se produise. "L'Otan a justifié son intervention par le souci d'éviter un bain de sang à Benghazi. Un dialogue aurait pu être ouvert par la suite avec Kadhafi", commente la journaliste, aux yeux de qui les capitales occidentales ont usé de "tactiques", fait voter des résolutions onusiennes qui frôlent l'illégalité, armée des milices et envoyé leurs propres forces, pour faire tomber Kadhafi.

Face au drame qui se déroule actuellement en Syrie, la consultante de la BBC observe la même "approche biaisée" des pays occidentaux. À l'opposé de la Libye où l'Otan est intervenue officiellement, à titre préventif pour empêcher un carnage à Benghazi, elle constate son indifférence face aux nombre impressionnant des victimes, en Syrie.

Dans ce pays, le pouvoir baathiste est pourtant "déterminé à éradiquer toute dissidence politique et armée par tous les moyens", prévient Nabila. Elle pense que la position mitigée des Occidentaux face à la tragédie syrienne s'explique par une crainte d'internationaliser le conflit dans une région, située sur un volcan. "La Syrie se caractérise pas une situation géographique complexe", fait-elle remarquer. Alors que de son côté, la Libye est à la fois un pays faible est isolé. Pourtant, à proximité de l'État baathiste, se trouvent des monarchies qui aspirent à l'arrivée de sunnites au pouvoir. Le Qatar, souvent décrit comme le sous-traitant de Washington dans la région, est l'un de ces pays. Nabila confirme qu'"il est utilisé beaucoup par les puissances occidentales pour justifier leur ingérence dans le monde arabe".

Parmi tous les pays des régions d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient sur lesquels elle pose son regard de journaliste, l'Algérie revêt une importance particulière pour Nabila Ramdani. Ses parents viennent de Annaba, où elle a encore la plupart de sa famille. De l'Algérie, elle connaît surtout les tourments et les espoirs déçus de sa jeunesse. En janvier 2011, au moment où des émeutes embrasaient Alger et d'autres wilayas, elle a écrit un article dans The Guardian pour lever le voile sur ce qu'elle a décrit comme une "génération qui a grandi dans un environnement brutal et qui ne détient pas le savoir-faire économique susceptible de l'extirper du cycle de la violence". Sur un tout autre registre, elle a livré aux lecteurs du même journal son analyse des tueries du 11 octobre 1961 qui ont ciblé les Algériens de France. Dans un article intitulé "Le massacre que Paris a nié", la journaliste note que depuis ces événements il y a un demi-siècle, aucun des coupables n'a jamais été jugé.

La prochaine fois, elle souhaite parler d'Algérie dans le cadre d'un reportage retraçant sa réalité politique et socioéconomique. Il devrait être réalisé à l'occasion de la tenue du scrutin législatif, ce printemps.

S. L.-K.